



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Dordogne"



FONDS DE SOLIDARITÉ

RANC PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL PRIN

Données au 14/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 21 684 661 509 euros

Nombre d'aides : 8 149 179

Nombre d'entreprises : 1 998 670

Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine





Montant total: 1 787 722 541 euros

Nombre d'aides: 694 533

Nombre d'entreprises : 185 863

Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 132 866 149 euros

Nombre d'aides: 53 717

Nombre d'entreprises : 13 864



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PHIANC PROPERTY AND

Données au 19/03/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)

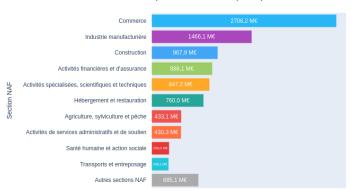


Montant total: 134 756 912 919 euros

Nombre de prêts : 662 923

Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine





Montant total: 9 688 021 128 euros

Nombre de prêts : 66 026

Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 481 978 729 euros

Nombre de prêts : 4 830



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 08/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

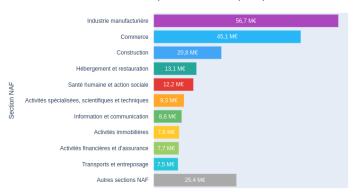


Montant total: 3 436 211 465 euros

Nombre de reports : 112 636

Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine





Montant total: 214 250 273 euros

Nombre de reports : 8 498

Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 6 884 566 euros

Nombre de reports : 397



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine





Montant total: 109 309 675 euros

Nombre d'aides: 134 140

Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 8 492 912 euros

Nombre d'aides: 11 165



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

